



L'homme politique s'est exprimé au cours d'un point de presse donné à Yaoundé le mardi 20 mars 2017. Le Pr Maurice Kamto parlant de la crise qui perdure dans les régions anglophones a soutenu ouvertement que c'est l'actuel ministre de l'Administration Territoriale Paul Atanga Nji qui avait par ses propos et ses actes provocateurs accéléré le basculement de la crise dans la confrontation violente.

Le Pr Maurice Kamto, président national du MRC (Mouvement pour la renaissance du Cameroun) n'est pas allé du dos de la cuillère. Selon lui, « le pourrissement » dans la gestion de la crise anglophone est l'œuvre du Président Paul Biya et de son gouvernement.

« M. Paul Atanga Nji est celui-là même qui, par ses propos et ses actes provocateurs avait accéléré le basculement de la crise dans la confrontation violente, le président Biya a démontré que lui et son gouvernement ont un intérêt politique à ce que perdure la situation sécuritaire et sociale », déclare-t-il.

Ainsi, poursuit-il, c'est désormais un « ministre provocateur » et belliqueux qui est en charge de gérer, à sa façon, une guerre civile dont il porte une responsabilité historique incontestable dans le déclenchement.

Le brillant juriste internationaliste ne s'arrête pas là, il pense que la nomination de madame

Nalova Lyoncha Pauline Egbe au poste de ministre des Enseignements secondaires dans le gouvernement réaménagé participe de la même logique de refus du dialogue et de la récompense des partisans de la force par le président Biya.

« C'est madame Nalova Lyongha, alors Vice Chancellor à l'Université de Buea au moment du déclenchement de la crise anglophone, qui avait ordonné l'intervention des forces de l'ordre sur le campus, avec toutes les dérives que l'opinion nationale et internationale avait déploré à l'époque », explique-t-il.

Face à la multiplication des tueries et des enlèvements dans les deux régions anglophones, le MRC par la voix de son président national réitère ses positions, à savoir, « la sécession ne peut, en aucun cas, être la solution à la situation dans laquelle se trouve notre pays, ni à la crise politique, économique et sociale dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

À la vérité, ajoute-t-il, elle ne fait qu'imposer les pires souffrances aux populations. « Nous avons été les premiers à dire et nous réitérons: seul un dialogue politique inclusif, traitant des revendications de nos compatriotes anglophones et, au-delà, de toutes les grandes questions politiques du pays, peut mettre un terme aux violences actuelles », conclut-il
